

Publications périodiques

Comptes annuels

THE BANK OF NEW YORK MELLON SA/NV

Société anonyme de droit belge au capital de 1 508 654 064 euros.

Siège social : 46, rue Montoyer, 1000 Bruxelles – Belgique.

Autorisée et réglementée en tant qu'établissement de crédit par la Banque Nationale de Belgique (BNB).
0806 743 159 Bruxelles RPM.

Etablissement en France :

THE BANK OF NEW YORK MELLON

Adresse : 7, rue Scribe, 75009 Paris.

538 228 420 R.C.S. Paris.

Comptes sociaux au 31 décembre 2018.

Approuvés par l'assemblée générale des actionnaires du 28 mai 2019

I. — Bilan après répartition.

(En milliers d'euros.)

ACTIF	Ann.	Codes	2018	2017
I. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux		10100	6,238,692	11,783,373
II. Effets publics admissibles au refinancement auprès de la banque centrale		10200	—	—
III. Créances sur les établissements de crédit	5.1	10300	6,198,576	8,837,263
A. A vue		10310	4,133,943	6,776,389
B. Autres créances (à terme ou à préavis)		10320	2,064,634	2,060,874
IV. Créances sur clients	5.2	10400	477,161	603,775
V. Obligations et autres titres à revenu fixe	5.3	10500	12,456,990	14,597,922
A. D'émetteurs publics		10510	7,018,945	10,506,387
B. D'autres émetteurs		10520	5,438,045	4,091,535
VI. Actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable	5.4	10600	—	—
VII. Immobilisations financières	5.5 / 5.6.1	10700	—	17,099
A. Participations dans des entreprises liées		10710	—	17,099
B. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation		10720	—	—
C. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières		10730	—	—
D. Créances subordonnées sur des entreprises liées et sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation		10740	—	—
VIII. Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	5.7	10800	359	275,979
IX. Immobilisations corporelles	5.8	10900	7,096	5,614
X. Actions propres		11000	—	—
XI. Autres actifs	5.9	11100	379,086	188,670
XII. Comptes de régularisation	5.10	11200	112,536	150,943
TOTAL DE L'ACTIF		19900	25,870,497	36,460,638

PASSIF	Ann.	Codes	2018	2017
FONDS DE TIERS		201/208	22,920,009	33,411,455
I. Dettes envers des établissements de crédit	5.11	20100	5,980,042	9,036,816
A. A vue		20110	5,447,417	8,129,679
B. Dettes résultant de mobilisation par réescompte d'effets commerciaux		20120	—	—
C. Autres dettes à terme ou à préavis		20130	532,625	907,137
II. Dettes envers la clientèle	5.12	20200	15,968,818	23,546,225
A. Dépôts d'épargne		20210	—	—
B. Autres dettes		20220	15,968,818	23,546,225
1. A vue		20221	15,914,021	23,518,477
2. A terme ou à préavis		20222	54,797	27,748
3. Résultant de mobilisation par réescompte d'effets commerciaux		20223	—	—
III. Dettes représentées par un titre	5.13	20300	—	—
A. Bons et obligations en circulation		20310	—	—
B. Autres		20320	—	—
IV. Autres dettes	5.14	20400	544,232	417,060
V. Comptes de régularisation	5.14	20500	57,625	60,864
VI. Provisions et impôts différés		20600	23,791	4,990
A. Provisions pour risques et charges		20610	23,791	4,990
1. Pensions et obligations similaires		20611	—	—
2. Impôts		20612	—	—
3. Autres risques et charges	5.16	20613	23,791	4,990
B. Impôts différés		20620	—	—
VII. Fonds pour risques bancaires généraux		20700	—	—
VIII. Dettes subordonnées	5.17	20800	345,500	345,500
CAPITAUX PROPRES		209/213	2,950,488	3,049,183
IX. Capital	5.18	20900	1,723,486	1,723,486
A. Capital souscrit		20910	1,723,486	1,723,486
B. Capital non appelé		20920	—	—
X. Primes d'émission		21000	33,333	33,333
XI. Plus-values de réévaluation		21100	—	—
XII. Réserves		21200	68,269	68,269
A. Réserve légale		21210	67,747	67,747
B. Réserves indisponibles		21220	—	—
1. Pour actions propres		21221	—	—
2. Autres		21222	—	—
C. Réserves immunisées		21230	522	522
D. Réserves disponibles		21240	—	—
XIII. Bénéfice (Perte) reporté(e) (+)/(-)		21300	1,125,401	1,224,095
TOTAL DU PASSIF		29900	25,870,497	36,460,638

POSTES HORS BILAN	Ann.	Codes	2018	2017
I. Passifs éventuels	5.22	30100	—	—
A. Acceptations non négociées		30110	—	—
B. Cautions à caractère de substitut de crédit		30120	—	—
C. Autres cautions		30130	—	—
D. Crédits documentaires		30140	—	—
E. Actifs grevés de sûretés réelles pour compte de tiers		30150	—	—

II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit	5.22/5.24	30200	71,413	1,581,443
A. Engagements fermes de mise à disposition de fonds		30210	—	12,346
B. Engagements du fait d'achats au comptant de valeurs mobilières ou autres valeurs		30220	71,413	1,569,097
C. Marge disponible sur lignes de crédit confirmées		30230	—	—
D. Engagements de prise ferme et de placement de valeurs mobilières		30240	—	—
E. Engagements de rachat résultant de cessions rétrocessions imparfaites		30250	—	—
III. Valeurs confiées à l'établissement de crédit		30300	2,373,071,134	3,608,774,058
A. Valeurs détenues sous statut organisé de fiducie		30310	—	—
B. Dépôts à découvert et assimilés		30320	2,373,071,134	3,608,774,058
IV. A libérer sur actions et parts de sociétés		30400	—	—

II. — Compte de résultats. (En milliers d'euros.)

	Ann.	Codes	2018	2017
I. Intérêts et produits assimilés	5.23	40100	352,093	311,497
A. Dont : de titres à revenu fixe		40110	135,112	114,317
II. Intérêts et charges assimilées		40200	(210,062)	(141,765)
III. Revenus de titres à revenu variable	5.23	40300	—	—
A. D'actions, parts de société et autres titres à revenu variable		40310	—	—
B. De participations dans des entreprises liées		40320	—	—
C. De participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation		40330	—	—
D. D'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières		40340	—	—
IV. Commissions perçues	5.23	40400	763,122	802,308
A. Courtages et commissions apparentées		40410	—	—
B. Rémunération de services de gestion, de conseil et de conservation		40420	—	—
C. Autres commissions perçues		40430	763,122	802,308
V. Commissions versées		40500	(365,516)	(394,009)
VI. Bénéfice (Perte) provenant d'opérations financières (+)/(-)	5.23	40600	(2,332)	(3,162)
A. Du change et du négoce de titres et autres instruments financiers		40610	413	(3,593)
B. De la réalisation de titres de placement		40620	(2,745)	431
VII. Frais généraux administratifs		40700	(272,236)	(252,042)
A. Rémunérations, charges sociales et pensions		40710	(147,459)	(143,877)
B. Autres frais administratifs		40720	(124,776)	(108,165)
VIII. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		40800	(27,889)	(28,819)
IX. Réductions de valeur sur créances et provisions pour les postes " I. Passifs éventuels " et " II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit " du hors bilan : dotations (reprises) (+)/ (-)		40900	—	—
X. Réductions de valeur sur le portefeuille de placements en obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable : dotations (reprises) (+)/ (-)		41000	—	—
XI. Provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les postes " I. Passifs éventuels " et " II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit " du hors bilan : utilisations (reprises) (+)/ (-)		41100	—	566
XII. Provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les postes " I. Passifs éventuels " et " II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit " du hors bilan		41200	(25,053)	(1,716)

XIII. Prélèvement sur le (Dotation au) fonds pour risques bancaires généraux (+)/(-)		41300	—	—
XIV. Autres produits d'exploitation	5.23	41400	4,854	6,499
XV. Autres charges d'exploitation	5.23	41500	(10,427)	(7,400)
XVI. Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts (+)/(-)		41600	206,555	291,957
XVII. Produits exceptionnels		41700	27,123	—
A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		41710	—	—
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières		41720	—	—
C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		41730	—	—
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés		41740	—	—
E. Autres produits exceptionnels		41750	27,123	—
XVIII. Charges exceptionnelles	5.25	41800	(272,318)	(8,086)
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		41810	(241,219)	—
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières		41820	(31,100)	(8,086)
C. Provisions pour risques et charges exceptionnels : dotations (utilisations) (+)/(-)		41830	—	—
D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		41840	—	—
E. Autres charges exceptionnelles		41850	—	—
XIX. Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts (+)/(-)	5.25	41910	(38,641)	283,871
XIXbis.				
A. Transfert aux impôts différés		41921	—	—
B. Prélèvements sur les impôts différés		41922	—	—
XX. Impôts sur le résultat (+)/(-)	5.26	42000	(60,053)	(82,034)
A. Impôts		42010	(59,038)	(82,034)
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		42020	(1,015)	1
XXI. Bénéfice (Perte) de l'exercice (+)/(-)		42100	(98,694)	201,837
XXII. Transfert aux (Prélèvements sur les) réserves immunisées (+)/(-)		42200	—	—
XXIII. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter (+)/(-)		42300	(98,694)	201,837

III. — Affectations et prélèvements.

	Codes	2018	2017
A. Bénéfice (Perte) à affecter (+)/(-)	49100	1,125,401	1,234,187
1. Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter (+)/(-)	(42300)	(98,694)	201,837
2. Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent (+)/(-)	(21300P)	1,224,095	1,032,350
B. Prélèvements sur les capitaux propre	49200	—	—
1. Sur le capital et les primes d'émission	49210	—	—
2. Sur les réserves	49220	—	—
C. Affectations aux capitaux propres	49300	—	10,092
1. Au capital et aux primes d'émission	49310	—	—
2. A la réserve légale	49320	—	10,092
3. Aux autres réserves	49330	—	—
D. Bénéfice (Perte) à reporter (+)/(-)	49400	1,125,401	1,224,095
E. Intervention d'associés dans la perte	49500	—	—
F. Bénéfice à distribuer	49600	—	—
1. Rémunération du capital	49610	—	—
2. Administrateurs ou gérants	49620	—	—
3. Autres allocataires	49630	—	—

IV. — Annexe.

1. ETAT DES CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (poste III de l'actif)

	Codes	2018	2017
A. RELEVÉ POUR LE POSTE DANS SON ENSEMBLE	(10300)	6,198,576	8,837,263
1. Créances sur les entreprises liées	50101	2,828,012	4,359,146
2. Créances sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	50102	—	—
3. Créances subordonnées	50103	—	—
B. RELEVÉ DES AUTRES CREANCES (A TERME OU A PREAVIS)	(10320)	2,064,634	2,060,874
1. Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou des pays d'implantation de l'établissement de crédit	50104	—	—
2. Ventilation des autres créances (à terme ou à préavis) selon leur durée résiduelle			
a. Trois mois maximum	50105	1,383,194	
b. Plus de trois mois à un an maximum	50106	130,947	
c. Plus d'un an à cinq ans maximum	50107	—	
d. Plus de cinq ans	50108	—	
e. A durée indéterminée	50109	550,491	

2. ETAT DES CREANCES SUR LA CLIENTELE (poste IV de l'actif)

	Codes	2018	2017
1. Créances sur les entreprises liées	50201	178	472
2. Créances sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	50202	—	—
3. Créances subordonnées	50203	—	—
4. Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou des pays d'implantation de l'établissement de crédit	50204	—	—
5. Ventilation des créances sur la clientèle selon leur durée résiduelle			
a. Trois mois maximum	50205	320,335	
b. Plus de trois mois à un an maximum	50206	—	
c. Plus d'un an à cinq ans maximum	50207	—	
d. Plus de cinq ans	50208	—	
e. A durée indéterminée	50209	156,825	
6. Ventilation des créances sur la clientèle selon la nature des débiteurs			
a. Créances sur les pouvoirs publics	50210	78	534
b. Créances sur les particuliers	50211	—	—
c. Créances sur les entreprises	50212	477,082	603,241
7. Ventilation des créances sur la clientèle selon leur nature			
a. Effets commerciaux (y compris acceptations propres)	50213	—	
b. Créances résultant de la location-financement et créances similaires	50214	—	
c. Prêts à taux de chargement forfaitaire	50215	—	
d. Prêts hypothécaires	50216	—	
e. Autres prêts à terme à plus d'un an	50217	—	
f. Autres créances	50218	477,161	
8. Ventilation géographique des créances sur la clientèle			
a. Origine belge	50219	118,210	
b. Origine étrangère	50220	358,950	
9. Données analytiques relatives aux prêts hypothécaires avec reconstitution auprès de l'établissement ou assortis de contrats d'assurance-vie et de capitalisation			
a. Capitaux initialement prêtés	50221	—	
b. Fonds de reconstitution et réserves mathématiques se rapportant à ces prêts	50222	—	
c. Encours net de ces prêts (a - b)	50223	—	

3. ETAT DES OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE (poste V de l'actif)

	Codes	2018	2017
A. RELEVÉ GENERAL	(10500)	12,456,990	14,597,922
1. Obligations et titres émis par des entreprises liées	50301	—	—
2. Obligations et titres émis par d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	50302	—	—
3. Obligations et titres représentant des créances subordonnées	50303	—	—
4. Ventilation géographique des créances			
a. Emetteurs publics belges	50304	237,482	
b. Emetteurs publics étrangers	50305	6,781,463	
c. Emetteurs belges autres que publics	50306	2,140	
d. Emetteurs étrangers autres que publics	50307	5,435,905	
5. Cotations			
a. Valeur comptable des titres cotés	50308	12,370,932	
b. Valeur de marché des titres cotés	50309	12,372,162	
c. Valeur comptable des titres non cotés	50310	86,058	
6. Durées			
a. Durée résiduelle d'un an maximum	50311	4,059,695	
b. Durée résiduelle supérieure à un an	50312	8,397,294	
7. Ventilation selon que les titres font partie			
a. Du portefeuille commercial	50313	—	
b. Du portefeuille de placements	50314	12,456,990	
8. Pour le portefeuille commercial			
a. La différence positive entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition des titres évalués à la valeur de marché	50315	—	
b. La différence positive entre la valeur de marché et la valeur comptable des titres évalués par application de l'article 35 ter, § 2, alinéa 2	50316	—	
9. Pour le portefeuille de placements			
a. La différence positive de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est supérieure à leur valeur comptable	50317	43,233	
b. La différence négative de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est inférieure à leur valeur comptable	50318	175,635	
B. RELEVÉ DÉTAILLÉ DE LA VALEUR COMPTABLE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE			
1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50323P	XXXXX	14,597,922
2. Mutations de l'exercice	50319	(2,140,927)	
a. Acquisitions	50320	2,438,397	
b. Cessions	50321	(4,568,372)	
c. Ajustements effectués par application de l'article 35 ter, § 4 et 5 (+)/(-)	50322	(10,952)	
3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50323	12,456,989	
4. Transferts entre portefeuilles			
a. Transferts du portefeuille de placements au portefeuille commercial	50324	—	
b. Transferts du portefeuille commercial au portefeuille de placements	50325	—	
c. Impact sur le résultat	50326	—	
5. Réductions de valeur au terme de l'exercice	50332P	XXXXX	—
6. Mutations de l'exercice	50327	—	
a. Actées	50328	—	
b. Reprises car excédentaires	50329	—	
c. Annulées	50330	—	
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50331	—	
7. Réductions de valeur au terme de l'exercice	50332	—	
8. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	(50314)	12,456,990	

5. ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES (poste VII de l'actif)

	Codes	2018	2017
A. RELEVÉ GÉNÉRAL			
1. Ventilation des immobilisations financières selon le secteur économique			
a. Participations dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit	50501	—	—
b. Participations dans des entreprises liées qui ne sont PAS des établissements de crédit	50502	—	17,099
c. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation et qui sont des établissements de crédit	50503	—	—
d. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation et qui ne sont PAS des établissements de crédit	50504	—	—
e. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières dans des entreprises qui sont des établissements de crédit	50505	—	—
f. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières dans des entreprises qui ne sont PAS des établissements de crédit	50506	—	—
g. Créances subordonnées sur des entreprises liées qui sont des établissements de crédit	50507	—	—
h. Créances subordonnées sur des entreprises liées qui ne sont PAS des établissements de crédit	50508	—	—
i. Créances subordonnées sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation et qui sont des établissements de crédit	50509	—	—
j. Créances subordonnées sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation et qui ne sont PAS des établissements de crédit	50510	—	—
2. Cotations			
a. Participations dans des entreprises liées qui sont cotées	50511	—	—
b. Participations dans des entreprises liées qui ne sont PAS cotées	50512	—	—
c. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation et qui sont cotées	50513	—	—
d. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation et qui ne sont PAS cotées	50514	—	—
e. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières dans des entreprises qui sont cotées	50515	—	—
f. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières dans des entreprises qui ne sont PAS cotées	50516	—	—
g. Montant des créances subordonnées représentées par des titres cotés	50517	—	—
B. RELEVÉ DÉTAILLÉ DE LA VALEUR COMPTABLE DES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES LIÉES			
1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50522P	XXXXX	51,504
2. Mutations de l'exercice	50518	14,000	
a. Acquisitions	50519	14,000	
b. Cessions et désaffectations	50520	—	
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50521	—	
3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50522	65,504	
4. Plus-values au terme de l'exercice	50528P	XXXXX	—
5. Mutations de l'exercice	50523	—	
a. Actées	50524	—	
b. Acquises de tiers	50525	—	
c. Annulées	50526	—	
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50527	—	
6. Plus-values au terme de l'exercice	50528	—	
7. Réductions de valeur au terme de l'exercice	50535P	XXXXX	34,405
8. Mutations de l'exercice	50529	31,099	
a. Actées	50530	31,099	
b. Reprises car excédentaires	50531	—	
c. Acquises de tiers	50532	—	
d. Annulées	50533	—	
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50534	—	
9. Réductions de valeur au terme de l'exercice	50535	65,504	
10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	10710	—	

6. INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

A. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après les entreprises dans lesquelles l'établissement détient une participation au sens de l'arrêté royal du 23 septembre 1992, ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'établissement détient des droits sociaux représentant au moins 10 % du capital souscrit.

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement			par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code	Capitaux propres	Résultat net
	Type	Nombre	%	%			(+) ou (-) (en milliers d'unités)	
Stichting Administratiekantoor BNY Mellon Global Custody Strawinskylaan 3371077 XX Amsterdam Pays-Bas	Certificat	125,000	100	—	31/12/2018	EUR	125	—
BNY Mellon Service Kapitalanlage- Gesellschaft mbH Messe Turm, Friedrich-Ebert-Anlage 49 D-60308 Frankfurt am Main, Allemagne	Actions ordinaires	5,000,000	100	—	31/12/2018	EUR	11,340	(11,613)

7. ETAT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (poste VIII de l'actif)

	Codes	2018	2017
B. GOODWILL			
1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50712P	XXXXX	508,409
2. Mutations de l'exercice	50708	(9,545)	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50709	—	
b. Cessions et désaffectations	50710	(9,545)	
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50711	—	
3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50712	498,863	
4. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50719P	XXXXX	233,334
5. Mutations de l'exercice	50713	265,530	
a. Actées	50714	265,529	
b. Reprises	50715	—	
c. Acquises de tiers	50716	—	
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50717	—	
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50718	—	
6. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50719	498,863	
7. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	50720	—	
D. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50738P	xxxxxxxxxxxxx	29,501
2. Mutations de l'exercice	50734	540	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50735	540	
b. Cessions et désaffectations	50736	0	
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50737	0	
3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50738	30,041	
4. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50745P	xxxxxxxxxxxxx	28,597

5. Mutations de l'exercice	50739	1,085	
a. Actées	50740	0	
b. Reprises	50741	0	
c. Acquis de tiers	50742	0	
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50743	1,085	
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50744	0	
6. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50745	29,682	
7. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	50746	359	904

8. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (poste IX de l'actif)

	Codes	2018	2017
B. INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE			
1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50824P	XXXXX	10,409
2. Mutations de l'exercice (+)/(-)	50820	(4,249)	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50821	1,134	
b. Cessions et désaffectations	50822	(14)	
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50823	(5,370)	
3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50824	6,160	
4. Plus-values au terme de l'exercice	50830P	XXXXX	(2,887)
5. Mutations de l'exercice (+)/(-)	50825	2,887	
a. Actées	50826	0	
b. Acquis de tiers	50827	0	
c. Annulées	50828	0	
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50829	2,887	
6. Plus-values au terme de l'exercice	50830	0	
7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50837P	XXXXX	6,518
8. Mutations de l'exercice (+)/(-)	50831	(1,834)	
a. Actées	50832	625	
b. Reprises	50833	(14)	
c. Acquis de tiers	50834	0	
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50835	0	
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50836	(2,445)	
9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50837	4,684	
10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	50838	1,476	1,004
C. MOBILIER ET MATERIEL ROULANT			
1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50843P	XXXXX	6,201
2. Mutations de l'exercice (+)/(-)	50839	261	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50840	385	
b. Cessions et désaffectations	50841	(124)	
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50842	—	
3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50843	6,462	
4. Plus-values au terme de l'exercice	50849P	XXXXX	(38)
5. Mutations de l'exercice (+)/(-)	50844	38	
a. Actées	50845	—	
b. Acquis de tiers	50846	—	
c. Annulées	50847	—	
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50848	38	
6. Plus-values au terme de l'exercice	50849	—	
7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50856P	XXXXX	5,134

8. Mutations de l'exercice (+)/(-)	50850	77	
a. Actées	50851	201	
b. Reprises	50852	(124)	
c. Acquis de tiers	50853	—	
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50854	—	
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50855	—	
9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50856	5,211	
10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	50857	1,251	1,029
E. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
1. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50884P	XXXXX	19,883
2. Mutations de l'exercice (+)/(-)	50880	2,025	
a. Acquisitions, y compris la production immobilisée	50881	2,164	
b. Cessions et désaffectations	50882	(139)	
c. Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50883		
3. Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	50884	21,908	
4. Plus-values au terme de l'exercice	50890P	XXXXX	—
5. Mutations de l'exercice (+)/(-)	50885	—	
a. Actées	50886	—	
b. Acquis de tiers	50887	—	
c. Annulées	50888	—	
d. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50889	—	
6. Plus-values au terme de l'exercice	50890	—	
7. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50897P	XXXXX	16,303
8. Mutations de l'exercice (+)/(-)	50891	1,236	
a. Actées	50892	1,668	
b. Reprises	50893	(432)	
c. Acquis de tiers	50894	—	
d. Annulées à la suite de cessions et désaffectations	50895	—	
e. Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	50896	—	
9. Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	50897	17,539	
10. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	50898	4,370	3,580

9. AUTRES ACTIFS (poste XI de l'actif)

	2018
Ventilation du poste XI de l'actif si celui-ci représente un montant important	
Comptes débiteurs	79,486
Autres actif divers	4,489
Comptes relatés aux instruments dérivés	295,110
	379,085

10. COMPTES DE REGULARISATION (poste XII de l'actif)

	Codes	2018
1. Charges à reporter	51001	3,305
2. Produits acquis	51002	109,231

10. bis REMPLOI DES FONDS DE CLIENTS SEGREGES

	Codes	2018
Total	51003	—

11. ETAT DES DETTES ENVERS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (poste I du passif)

	Codes	2018	2017
1. Dettes envers des entreprises liées	51101	410,078	6,704,030
2. Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	51102	—	—
3. Ventilation des dettes autres qu'à vue selon leur durée résiduelle		—	
a. De trois mois maximum	51103	34,602	
b. De plus de trois mois à un an maximum	51104	—	
c. De plus d'un an à cinq ans maximum	51105	—	
d. De plus de cinq ans	51106	—	
e. A durée indéterminée	51107	498,024	

12. ETAT DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE (poste II du passif)

	Codes	2018	2017
1. Dettes envers des entreprises liées	51201	344,619	307,157
2. Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	51202	—	—
3. Ventilation des dettes envers la clientèle selon leur durée résiduelle		—	
a. A vue	51203	15,939,048	
b. De trois mois maximum	51204	29,771	
c. De plus de trois mois à un an maximum	51205	—	
d. De plus d'un an à cinq ans maximum	51206	—	
e. De plus de cinq ans	51207	—	
f. A durée indéterminée	51208	—	
4. Ventilation des dettes envers la clientèle selon la nature des débiteurs		—	
a. Dettes envers les pouvoirs publics	51209	38,575	3,580
b. Dettes envers les particuliers	51210	—	—
c. Dettes envers les entreprises	51211	15,930,243	23,542,645
5. Ventilation géographique des dettes envers la clientèle		—	
a. Origine belge	51212	434,522	
b. Origine étrangère	51213	15,534,296	

14. ETAT DES AUTRES DETTES (poste IV du passif)

	Codes	2018
1. Dettes fiscales, salariales et sociales envers des administrations fiscales	51401	—
a. Dettes échues	51402	—
b. Dettes non échues	51403	—
2. Dettes fiscales, salariales et sociales envers l'Office national de sécurité sociale	51404	—
a. Dettes échues	51405	—
b. Dettes non échues	51406	—
3. Impôts		—
a. Impôts à payer	51407	25,617
b. Dettes fiscales estimées	51408	—
4. Autres dettes		
Ventilation si ce sous-poste représente un montant important		
Divers Comptes à payer 185,891		
Autres dettes diverses et comptes de transfert 308,126		
Rémunérations et charges sociales 24,599		

15. COMPTES DE REGULARISATION (poate V du passif)

	Codes	2018
1. Charges à imputer	51501	55,337
2. Produits à reporter	51502	2,288

16. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES (poste VI.A.3 du passif)

	2018
Ventilation des autres risques et charges si ce poste représente un montant important	
Provision pour restructuration	12,996
Provision pour autres risques	10,795

17. ETAT DES DETTES SUBORDONNEES (poste VIII du passif)

	Codes	2018	2017
1. Dettes subordonnées envers des entreprises liées	51701	345,500	345,500
2. Dettes subordonnées envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	51702	—	—

	Codes	2018
3. Charges afférentes aux dettes subordonnées et imputables à l'exercice	51703	30,117

4. Pour chaque emprunt subordonné, les indications suivantes : le numéro de référence, le code ISO de la devise, le montant de l'emprunt dans la monnaie de l'emprunt, les modalités de rémunération, l'échéance et, à défaut d'échéance déterminée, les modalités de durée, le cas échéant les circonstances dans lesquelles l'établissement est tenu de le rembourser anticipativement, les conditions de la subordination, et le cas échéant les conditions de convertibilité en capital ou en une autre forme de passif.

« The Bank of New York Mellon SA/NV » a une dette subordonnée sous forme d'un prêt perpétuel de EUR 92,500,000 accordé par BNY Mellon GSS Holdings (Luxembourg) s.à.r.l..

Ce prêt est rémunéré par un intérêt fixe de 8.18 % calculé sur le nombre de jours passés et une année de 360 jours.

Ces intérêts sont calculés et provisionnés sur une base journalière, et payés sur base trimestrielle.

Bien que ce prêt soit perpétuel, « The Bank of New York Mellon SA/NV » peut décider de son remboursement, après accord explicite de la CBFA (le prêteur ne peut pas exiger le remboursement) dans une série de cas :

- 5 ans après la date d'émission ;
- en cas de changement excluant le prêt du capital Tier 1 ;
- en cas de changement modifiant le traitement fiscal de ce prêt ;
- tout autre cas approuvé par la CBFA.

Le prix remboursé sera un montant égal aux encours des prêts et aux intérêts courus non payés sur le prêt.

Le 8 mars 2010, BNY Mellon a signé un accord avec BHF Bank en vue de l'acquisition de BHF Asset Servicing GmbH. Cette transaction a eu lieu 2 août 2010.

Cette transaction a été financé par un prêt subordonné de € 253 mio octroyé par BNYM GSS Holdings Luxembourg le 30 juillet 2010. Des intérêts de 8.75 % sont encourus sur ce prêt à chaque période. Les intérêts sont encourus et calculés sur base du nombre de jours réellement passés et une année de 360 jours.

Nonobstant le fait que le prêt soit perpétuel, il peut être remboursé à la discrétion de BNYM SA/NV (après l'accord écrit de la BNB):

- Après le 5^{ème} anniversaire de la date de début du prêt ;
- En cas de perte du statut de Tier 1 ;
- En cas de changement de traitement fiscal ;
- Dans tout autre cas approuvé par la BNB.

18. ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

	Codes	2018	2017
A. ETAT DU CAPITAL			
1. Capital social			
a. Capital souscrit au terme de l'exercice précédent	20910P	xxxxxxxxxxxxxx	1,723,486
b. Capital souscrit au terme de l'exercice	(20910)	1,723,486	
	Codes	Montants	Nombre d'actions
c. Modifications au cours de l'exercice			
d. Représentation du capital			
e. Catégories d'actions			

* Actions ordinaires		1,723,486	1,672,017
f. Actions nominatives	51801	xxxxxxxxxxxxxx	1,672,017
g. Actions au porteur et/ou dématérialisées	51802	xxxxxxxxxxxxxx	

	Codes	Montant non appelé	Montant appelé, non versé
2. Capital non libéré			
a. Capital non appelé	(20920)	—	—
b. Capital appelé, non versé	51803	xxxxxxxxxxxxxx	
c. Actionnaires redevables de libération			

	Codes	2018
3. Actions propres		
a. Détenues par l'établissement lui-même		
* Montant du capital détenu	51804	
* Nombre d'actions correspondantes	51805	
b. Détenues par ses filiales		
* Montant du capital détenu	51806	
* Nombre d'actions correspondantes	51807	
4. Engagement d'émission d'actions		
a. Suite à l'exercice de droits de CONVERSION		
* Montant des emprunts convertibles en cours	51808	
* Montant du capital à souscrire	51809	
* Nombre maximum d'actions à émettre	51810	
b. Suite à l'exercice de droits de SOUSCRIPTION		
* Nombre de droits de souscription en circulation	51811	
* Montant du capital à souscrire	51812	
* Nombre maximum correspondant d'actions à émettre	51813	
5. Capital autorisé non souscrit	51814	

	Codes	2018
6. Parts non représentatives du capital		
a. Répartition		
* Nombre de parts	51815	
* Nombre de voix qui y sont attachées	51816	
b. Ventilation par actionnaire		
* Nombre de parts détenues par la société elle-même	51817	
* Nombre de parts détenues par les filiales	51818	

B. STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ETABLISSEMENT A LA DATE DE CLOTURE DE SES COMPTES, TELLE QU'ELLE RESULTE DES DECLARATIONS RECUES PAR L'ETABLISSEMENT

Répartition du capital (par actionnaire) :

BNYM NY 1,723,484,496 EUR	1,672,016 d'actions
IFC 1,031 EUR	1 action

19. VENTILATION DU BILAN, SI CELUI-CI EST SUPERIEUR A 15 MILLIONS D'EUROS, EN EUROS ET EN DEVICES ETRANGERES

	Codes	2018
1. Total de l'actif		
a. En euros	51901	13,190,773
b. En monnaie étrangère (contre-valeur en euros)	51902	12,679,724
2. Total du passif		
a. En euros	51903	13,083,034
b. En monnaie étrangère (contre-valeur en euros)	51904	12,787,463

21. ETAT DES DETTES ET ENGAGEMENTS GARANTIS

	2018
C. GAGES SUR D'AUTRES ACTIFS (valeur comptable des actifs gagés)	
1. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'établissement	
a. Postes du passif	
b. Postes hors bilan	
* Obligations et autres titres à revenu fixe	2,857,849
2. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers	

22. ETAT DES PASSIFS EVENTUELS ET DES ENGAGEMENTS POUVANT DONNER LIEU A UN RISQUE DE CREDIT (postes I et II du hors bilan)

	Codes	2018	2017
1. Total des passifs éventuels pour compte d'entreprises liées	52201	—	—
2. Total des passifs éventuels pour compte d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	52202	—	—
3. Total des engagements envers des entreprises liées, pouvant donner lieu à un risque de crédit	52203	35,698	1,511,954
4. Total des engagements envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation, pouvant donner lieu à un risque de crédit	52204	—	—

23. RESULTATS D'EXPLOITATION (postes I à XV du compte de résultats)

	Codes	2018	2017
1. Ventilation des résultats d'exploitation selon leur origine			
a. Intérêts et produits assimilés	(40100)	352,093	311,497
* Sièges belges	52301	300,500	255,565
* Sièges à l'étranger	52302	51,593	55,932
b. Revenus de titres à revenu variable : d'actions, parts de sociétés et autres titres à revenu variable	(40310)	—	—
* Sièges belges	52303	—	—
* Sièges à l'étranger	52304	—	—
c. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans des entreprises liées	(40320)	—	—
* Sièges belges	52305	—	—
* Sièges à l'étranger	52306	—	—
d. Revenus de titres à revenu variable : de participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	(40330)	—	—
* Sièges belges	52307	—	—
* Sièges à l'étranger	52308	—	—
e. Revenus de titres à revenu variable : d'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières	(40340)	—	—
* Sièges belges	52309	—	—
* Sièges à l'étranger	52310	—	—
f. Commissions perçues	(40400)	763,122	802,308
* Sièges belges	52311	423,776	452,520
* Sièges à l'étranger	52312	339,347	349,788
g. Bénéfice provenant d'opérations financières	(40600)	(2,332)	(3,162)
* Sièges belges	52313	846	(1,391)
* Sièges à l'étranger	52314	1,013	(1,771)
h. Autres produits d'exploitation	(41400)	4,854	6,499
* Sièges belges	52315	1,335	1,750
* Sièges à l'étranger	52316	3,518	4,749

2. Travailleurs inscrits au registre du personnel			
a. Nombre total à la date de clôture	52317	1,422	1,428
b. Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	52318	1,350	1,421
* Personnel de direction	52319	197	181
* Employés	52320	1,152	1,227
* Ouvriers	52321	—	—
* Autres	52322	—	—
c. Nombre d'heures effectivement prestées	52323	2,185,149	2,378,012
3. Frais de personnel			
a. Rémunérations et avantages sociaux directs	52324	106,640	101,249
b. Cotisations patronales d'assurances sociales	52325	18,794	17,563
c. Primes patronales pour assurances extralégales	52326	2,915	2,960
d. Autres frais de personnel	52327	12,758	11,962
e. Pensions de retraite et de survie	52328	6,353	10,143
4. Provisions pour pensions et obligations similaires			
a. Dotations (+)	52329	—	—
b. Utilisations et reprises (-)	52330	—	—
5. Ventilation des autres produits d'exploitation si ce poste représente un montant important			
6. Autres charges d'exploitation			
a. Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	52331	7,033	5,201
b. Autres	52332	3,395	2,199
c. Ventilation des autres charges d'exploitation si ce poste représente un montant important			
7. Résultats d'exploitation relatifs aux entreprises liées	52333	496,926	526,761
8. Charges d'exploitation relatives aux entreprises liées	52334	383,275	317,293

24. RELEVÉ RELATIF AUX OPERATIONS DE HORS BILAN A TERME SUR VALEURS MOBILIERES, SUR DEVICES ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS, QUI NE SONT PAS CONSTITUTIVES D'ENGAGEMENTS POUVANT DONNER LIEU A UN RISQUE DE CREDIT AU SENS DU POSTE II DU HORS BILAN

	Codes	2018
A. TYPES D'OPERATIONS (montant à la date de clôture des comptes)		
1. Opérations sur valeurs mobilières		
a. Achats et ventes à terme de valeurs mobilières et de titres négociables	52401	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52402	—
2. Opérations sur devises (montants à livrer)		
a. Opérations de change à terme	52403	38,965,599
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52404	38,965,599
b. Swaps de devises et de taux d'intérêt	52405	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52406	—
c. Futures sur devises	52407	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52408	—
d. Options sur devises	52409	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52410	—
e. Opérations à terme de cours de change	52411	2,967,578
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52412	2,967,574
3. Opérations sur d'autres instruments financiers		
Opérations à terme de taux d'intérêt (montant nominal/notionnel de référence)		
a. Contrats de swaps de taux d'intérêt	52413	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52414	—
b. Opérations de futures sur taux d'intérêt	52415	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52416	—
c. Contrats de taux d'intérêts à terme	52417	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52418	—

d. Options sur taux d'intérêt	52419	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52420	—
Autres achats et ventes à terme (prix d'achat/de vente convenu entre parties)		
e. Autres opérations de change	52421	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	5242	—
f. Autres opérations de futures	52423	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	5242	—
g. Autres achats et ventes à terme	52425	—
* Dont : opérations qui ne constituent pas des opérations de couverture affectée	52426	—

25. RESULTATS EXCEPTIONNELS

	Codes	2018
1. Plus-values réalisées sur la cession d'actifs immobilisés à des entreprises liées	52501	27,123
2. Moins-values réalisées sur la cession d'actifs immobilisés à des entreprises liées	52502	—
3. Ventilation des autres résultats exceptionnels si ce poste représente un montant important Montant total en milliers d'euros : 27 123 dont 27 millions relatés à la vente d'une partie du portefeuille de clients de la SANV BNYM Londres à une autre entité dans le groupe.		
4. Ventilation des autres charges exceptionnelles si ce poste représente un montant important Montant total en milliers d'euros : 272 dont 241 millions relatés à une réduction de valeur du goodwill dont 31 millions relatés à la réduction en valeur de la participation financière		

26. IMPOTS SUR LE RESULTAT

	Codes	2018
1. Impôts sur le résultat de l'exercice	52601	59,038
a. Impôts et précomptes dus ou versés	52602	59,038
b. Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	52603	—
c. Suppléments d'impôts estimés	52604	—
2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	52605	1,015
a. Suppléments d'impôts dus ou versés	52606	1,015
b. Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	52607	—
3. Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé		

4. Incidence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

	Codes	2018
5. Sources de latences fiscales		
a. Latences actives	52608	—
* Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	52609	—
* Autres latences actives		
b. Latences passives	52610	
* Ventilation des latences passives		

27. AUTRES TAXES ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS

	Codes	2018	2017
1. Taxes sur la valeur ajoutée, taxes d'égalisation et taxes spéciales, portées en compte			
a. A l'établissement (déductible)	52701	81,263	67,200
b. Par l'établissement	52702	77,410	67,170
2. Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
a. Précompte professionnel	52703	13,486	13,536
b. Précompte mobilier	52704	4	14

28. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN ET TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

A. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	2018
1. Engagements importants d'acquisition d'immobilisations		
2. Engagements importants de cession d'immobilisations		

3. Montant et nature des litiges importants et autres engagements importants

En 2013, un tribunal arbitral suédois a rendu une sentence de plus de USD 500 millions contre la République du Kazakhstan (« RoK ») en faveur d'Anatolie Stati, de Gabriel Stati, d'Ascom Group SA et de Terra Raf Trans Trading Ltd (les « parties Stati »). Cette décision a été confirmée par la Cour suprême suédoise. Les parties Stati ont souhaité faire exécuter cette décision contre les actifs de RoK détenus par une des parties dans de nombreuses juridictions. En octobre 2017, la succursale de Londres de BNYM SA / NV (« SA / NV ») a reçu une ordonnance de saisie conservatoire en Belgique, ordonnant à SA / NV de geler certains actifs appartenant à RoK et à son fonds national. Par conséquent, et conformément aux obligations légales de SA / NV, SA / NV a gelé les avoirs détenus par son client, la Banque nationale du Kazakhstan (« NBK »), pour le compte du Fonds national.

Le 25 mai 2018, le montant du gel de la Belgique a été réduit, mais il reste en place dans l'attente de l'issue de nouvelles procédures judiciaires en Angleterre concernant la nature des relations entre RoK, NBK et SA / NV et l'exactitude des déclarations antérieures de SA / NV en tant que tiers saisi dans la procédure belge. Auparavant, la Haute Cour et la Cour d'appel d'Angleterre avaient rejeté l'action en justice de NBK / RoK contre SA / NV dans laquelle des décisions de justice avaient été demandées, affirmant que SA / NV n'était pas légalement autorisée à geler les avoirs en question.

BNY Mellon a reçu des demandes d'informations émanant d'autorités allemandes liées à certaines enquêtes en cours en Allemagne concernant des stratégies de trading axés sur la fiscalité et leur adoption par des fonds de placement et d'autres participants au marché. BNY Mellon coopère pleinement pour répondre à ces demandes.

BNY Mellon SA / NV a conclu un accord suivant lequel elle fournira un soutien financier afin de permettre à BNY Mellon Service Kapitalanlage-Gesellschaft mbH de satisfaire à toute obligation de paiement d'impôt ou de tout droit civil résultant de transactions cum-ex.

4. Le cas échéant, description succincte du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie instauré au profit du personnel ou des dirigeants et des mesures prises pour en couvrir la charge

Régime à cotisations définies

BNY Mellon SA/NV alimente quatre régimes de retraite à cotisations définies (deux régimes aux Pays-Bas, un au Luxembourg et un en Irlande) par le paiement de cotisations fixes. Il n'y a pas d'obligation légale ou implicite de payer davantage de cotisations. Le plan de contribution en Belgique est la somme forfaitaire de deux parties d'un régime hybride, traités dans son intégralité comme un régime de retraite à cotisations définies. Les actifs de ce régime sont détenus séparément des autres régimes de BNY Mellon SA/NV dans un fonds sous le contrôle d'un gestionnaire de fonds. Pour les salariés irlandais, un régime de retraite à cotisations définies existe.

Selon les taux déterminés dans les règles du régime de retraite, le coût total en résultat global de € 2,1 millions (2017 : € 2,4 millions) représente les cotisations à payer à ces régimes par BNY Mellon SA/NV

Régime de retraite à prestation définie

Bénéfice employés

Au cours de l'année, le groupe a cotisé à trois régimes de retraite à prestations définies : deux en Belgique et un en Allemagne. Généralement les régimes de retraite à prestations définies déterminent un montant que l'employé recevra à son départ à la retraite, le montant variera en fonction d'un ou de plusieurs facteurs tels que l'âge, les années de service et le salaire.

Nature des prestations définies par les plans

Le plan allemand est basé sur le salaire final et détermine le montant à recevoir sur base du salaire à la date de la retraite ou à une date antérieure de fin de service. Les plans sont ouverts pour acquisition future. Le plan belge donne un capital aux membres au moment de la retraite, il a été fermé aux nouveaux employés en avril 2007. Aucun régime n'inclut de garanties fournies par BNY Mellon SA/NV ou ses filiales.

	Codes	2018
5. Pensions dont le service incombe à l'établissement lui-même : montant estimé des engagements résultant, pour l'établissement, de prestations déjà effectuées	52801	11,064
Bases et méthodes de cette estimation		
Les montants estimés sont basés sur des calculs actuariels suivant les règles d'IAS19R		

6. Nature et objectif commercial des opérations non inscrites au bilan

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'établissement ; le cas échéant, les conséquences financières de ces opérations pour l'établissement doivent également être mentionnées

	2018
B. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES EFFECTUEES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ	
Mention de telles transactions si elles sont significatives, y compris le montant de ces transactions, la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la situation	

	2018
C. NATURE ET IMPACT FINANCIER DES EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN QUI NE SONT PAS PRIS EN COMPTE DANS LE COMPTE DE RESULTATS OU DANS LE BILAN	

29. RELATIONS FINANCIERES AVEC

	Codes	2018
A. LES ADMINISTRATEURS ET GERANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTROLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ETABLISSEMENT SANS ETRE LIEES A CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTROLEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES		
1. Créances sur les personnes précitées	52901A	—
a. Conditions essentielles des créances (y compris de taux et de durée)		
b. Montants éventuellement remboursés ou auxquels il a été renoncé	52901B	
2. Garanties constituées en leur faveur	52902	—
a. Conditions essentielles des garanties constituées		
3. Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	52903	—
a. Conditions essentielles des autres engagements		
4. Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable		
a. Aux administrateurs et gérants	52904	2,716
b. Aux anciens administrateurs et anciens gérants	52905	—

	Codes	2018
B. LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)		
1. Emoluments du (des) commissaire(s)	52906	1,194
2. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)		
a. Autres missions d'attestation b. Missions de conseils fiscaux	52907	12
c. Autres missions extérieures à la mission révisoriale	52909	—
3. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)		
a. Autres missions d'attestation b. Missions de conseils fiscaux	52910	746
b. Missions de conseils fiscaux	52911	331
c. Autres missions extérieures à la mission révisoriale	52912	44

4. Mentions en application de l'article 133, § 6, du Code des sociétés

30. POSITIONS PORTANT SUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Codes	2018
1. Instruments financiers à recevoir par l'établissement pour le compte de clients	53001	—
2. Instruments financiers à livrer par l'établissement à des clients	53002	—
3. Instruments financiers de clients reçus en dépôt par l'établissement	53003	2,373,071,134
4. Instruments financiers de clients donnés en dépôt par l'établissement	53004	2,373,071,134
5. Instruments financiers de clients reçus en garantie par l'établissement	53005	—
6. Instruments financiers de clients donnés en garantie par l'établissement	53006	—

32. DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**A. INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR TOUS LES ÉTABLISSEMENTS**

L'établissement établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion

B. INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR L'ÉTABLISSEMENT S'IL EST UNE FILIALE OU UNE FILIALE COMMUNE

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation**:

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci- avant peuvent être obtenus**:

The Bank of New York Mellon Corporation
 240 Greenwich Street
 New York
 NY 10286
 US

C. RELATIONS FINANCIÈRES DU GROUPE DONT L'ÉTABLISSEMENT EST À LA TÊTE EN BELGIQUE AVEC LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS) : MENTIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 133, § 6, DU CODE DES SOCIÉTÉS

D. Relations financières du groupe dont l'établissement est à la tête en Belgique avec le ou les commissaire(s) et les personnes avec lesquelles il est lié (ils sont liés) : mentions en application de l'article 134, § 4 et 5, du Code des sociétés	Codes	2018
1. Emoluments du (des) commissaire(s) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête	53201	1,194
2. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par le(s) commissaire(s)		
a. Autres missions d'attestation	53202	12
b. Missions de conseils fiscaux	53203	-
c. Autres missions extérieures à la mission révisorale	53204	-
3. Emoluments des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête	53205	138
4. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés)		-
a. Autres missions d'attestation	53206	746
b. Missions de conseils fiscaux	53207	331
c. Autres missions extérieures à la mission révisorale	53208	44

V. — Bilan social.

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise : 310

ETAT DES PERSONNES OCCUPEES

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DECLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GENERAL DU PERSONNEL

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	502.60	266.90	235.70
Temps partiel	1002	97.00	19.50	77.50
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	581.4	282.20	299.20
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	710,087.40	394,256.60	315,830.80
Temps partiel	1012	112,779.40	22,273.80	90,505.70
Total	1013	822,866.80	416,530.40	406,336.50
Frais de personnel				
Temps plein	1021	49,241,451.05	28,333,312.22	20,908,138.83
Temps partiel	1022	6,783,229.78	1,315,739.23	5,467,490.55
Total	1023	56,024,680.83	29,649,051.45	26,375,629.38
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033	860,876.25	432,660.73	428,215.52

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	597.10	288.10	309.00
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	839,483.60	422,110.30	417,373.40
Frais de personnel	1023	55,165,091.01	29,683,038.24	25,482,052.77
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033	862,748.32	430,285.05	432,463.28

A la date de clôture de l'exercice	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs	105	502.00	97.00	580.80
Par type de contrat de travail				
- Contrat à durée indéterminée	110	486.00	97.00	564.80
- Contrat à durée déterminée	111	16.00	0.00	16.00
- Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112	0.00	0.00	0.00
- Contrat de remplacement	113	0.00	0.00	0.00
Par sexe et niveau d'études				
- Hommes	120	267.00	21.00	283.50
* de niveau primaire	1200	0.00	0.00	0.00
* de niveau secondaire	1201	22.00	4.00	24.90
* de niveau supérieur non universitaire	1202	70.00	10.00	78.00
* de niveau universitaire	1203	175.00	7.00	180.60
- Femmes	121	235.00	76.00	297.30
* de niveau primaire	1210	0.00	0.00	0.00
* de niveau secondaire	1211	19.00	8.00	25.70
* de niveau supérieur non universitaire	1212	67.00	29.00	90.40
* de niveau universitaire	1213	149.00	39.00	181.20
Par catégorie professionnelle				
- Personnel de direction	130	74.00	6.00	79.20
- Employés	134	428.00	91.00	501.60
- Ouvriers	132	0.00	0.00	0.00
- Autres	133	0.00	0.00	0.00

PERSONNEL INTERIMAIRE ET PERSONNES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

Au cours de l'exercice	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Nombre moyen de personnes occupées	150	43.89	0.00
Nombre d'heures effectivement prestées	151	80,589.76	0.00
Frais pour l'entreprise	152	1,738,315.92	0.00

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTREES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice	205	52.00	0.00	52.00
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	210	36.00	0.00	36.00
Contrat à durée déterminée	211	16.00	0.00	16.00
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212	0.00	0.00	0.00
Contrat de remplacement	213	0.00	0.00	0.00

SORTIES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice	305	54.00	3.00	56.50
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	310	46.00	3.00	48.50
Contrat à durée déterminée	311	8.00	0.00	8.00
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312	0.00	0.00	0.00
Contrat de remplacement	313	0.00	0.00	0.00
Par motif de fin de contrat				
Pension	340	1.00	0.00	1.00
Chômage avec complément d'entreprise	341	0.00	0.00	0.00
Licenciement	342	11.00	0.00	11.00
Autre motif	343	42.00	3.00	44.50
Dont : le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'entreprise comme indépendants	350	*	*	*

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801	282.00	5811	301.00
Nombre d'heures de formation suivies	5802	3,029.36	5812	3,199.76
Coût net pour l'entreprise	5803	180,676.28	5813	140,922.11
dont coût brut directement lié aux formations	58031	*	58131	*
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032	*	58132	*
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033	*	58133	*
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821	297.00	5831	317.00
Nombre d'heures de formation suivies	5822	1,884.64	5832	1,953.28
Coût net pour l'entreprise	5823	19,422.07	5833	17,721.99
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841	*	5851	*
Nombre d'heures de formation suivies	5842	*	5852	*
Coût net pour l'entreprise	5843	*	5853	*

VI. — Règles d'évaluation.

Politique Comptable

1. Introduction

Les principes comptables et les règles d'évaluation sont conformes à l'Arrêté royal belge du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des institutions de crédit.

Les comptes annuels de BNYMSA sont présentés en milliers d'EUR à la date du 31 décembre.

2. Conversion de devises en euros

Tous les éléments de bilan en devises sont convertis en euros au moyen du prix spot de la date du solde. Les actifs non-monétaires et les créances libellées en devises, déclarés à leur coût historique, sont traduits au taux de change de la devise à la date de la transaction.

Les recettes ou les coûts en devises sont convertis en euros aux prix moyens des périodes mensuelles auxquelles ils ont été intégrés dans la comptabilité.

3. Actifs

1. Actifs monétaires

Les actifs consistent essentiellement en placements inter bancaires à court terme (moins d'un an), en prêts à court terme à des clients, en positions nostro, en découverts sur des comptes clients et en réserves monétaires dans les Banques nationales.

Ces actifs monétaires sont intégrés dans la comptabilité à la valeur nominale de la date à laquelle ils sont générés.

2. Autres actifs

Les comptes clients opérationnels consistent principalement en argent à collecter auprès de payeurs délégués. Ils sont intégrés dans la comptabilité à la valeur nominale de la date à laquelle ils sont générés.

Les droits à recevoir résultent de l'émission de factures à l'adresse de clients, et sont intégrés dans la comptabilité à la valeur nominale de la date à laquelle ils sont générés.

Si les créances recouvrables restent ouvertes pour une durée déterminée, une provision pour compensation est intégrée dans la comptabilité.

3. Immobilisations

1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur valeur d'acquisition diminuée de la dépréciation accumulée. La dépréciation est basée sur la durée de vie prévue, telle que documentée dans les politiques internes, et elle est linéaire.

A la sortie des immobilisations, le produit de la vente, le cas échéant, ou le coût restant à amortir est intégré dans le compte de résultats.

2. Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont capitalisés en fonction d'une somme déterminée dans les politiques internes du groupe, et ils subissent une dépréciation linéaire sur 5 ans. Les logiciels capitalisés sont intégrés dans la comptabilité au taux historique de l'acquisition.

Les éléments incorporels du fonds de commerce sont amortis sur 15 ou 25 ans et intégrés dans la comptabilité à leur valeur historique d'acquisition.

4. Instruments financiers dérivés

Les contrats de produits dérivés, comme les futures, les contrats à terme, les swaps, les options et produits similaires utilisés dans les transactions sont enregistrés au cours du marché ; les gains et pertes sont inclus dans les autres revenus sans intérêt. Les gains et pertes latents sont reportés sur une base brute dans les actifs du compte d'exploitation et autres passifs. Ces instruments financiers sont réévalués quotidiennement.

5. Positions en devises

Les positions en devises sont réévaluées quotidiennement, les gains ou les pertes étant intégrés dans les résultats, ce qui constitue une exception aux principes GAAP agréés par les autorités de contrôle belges.

4. Passif

1. Passif monétaire

Les dettes contractées vis-à-vis des institutions de crédit et des clients sont, pour l'essentiel, des dépôts inter bancaires à court terme ou des positions sur des comptes courants. Ces passifs monétaires sont entrés dans la comptabilité à la valeur nominale du jour où ils sont générés.

2. Provisions

1. Provisions pour obligations sociales

Les provisions pour retraites et obligations sociales associées sont constituées conformément à la législation sociale belge.

2. Provisions pour impôts

Les impôts sont pris en compte sur la base du fait générateur. En conséquence, les provisions pour impôts sont enregistrées pour l'exercice financier pour lequel aucune évaluation définitive n'a été prononcée par les autorités fiscales.

En outre, en vue d'optimiser autant que possible la charge fiscale, BNYMSA et ses succursales effectuent un paiement anticipé de l'impôt sur une base semestrielle, trimestrielle ou mensuelle en fonction du pays. La base d'imposition annuelle est évaluée trimestriellement en fonction des prévisions chiffrées des résultats. En fonction de ces prévisions, et de l'impact de chaque paiement anticipé sur la charge définitive, un montant est payé à l'administration fiscale de chaque pays.

3. Provisions pour risques et frais

Des provisions pour risques et frais peuvent être instituées. Elles ont pour finalité de couvrir les pertes certaines ou probables en fonction de l'histoire, et sont clairement définies en nature mais présentent, à la date du bilan, un caractère d'incertitude concernant leur montant ou la date à laquelle elles se produiront.

4. Reconnaissance des recettes et des dépenses

Les profits et pertes en relation avec les intérêts sont accumulés au moyen des taux d'intérêt journaliers effectifs en fonction des valeurs journalières de l'actif et du passif monétaire.

Les profits et pertes en relation avec les commissions et les droits sont reconnus dans le compte de résultats pour la période pendant laquelle le service correspondant est rendu ou reçu et pendant laquelle il est très probable que des revenus sont recouvrables ou des dépenses payables.

5. Actifs en conservation

L'enregistrement des actifs en conservation suit l'application des règles CAP (customer asset protection) belges (CIRCULAIRE PPB-2007-7). En 2016 une nouvelle méthodologie a été mise en place pour déterminer la valeur des Actifs en conservation. Cette nouvelle approche attribue à chaque titre une entité contractuelle / agent dépositaire tandis que antérieurement des critères spécifiques étaient utilisés. Ce changement (modifiant la méthodologie d'une estimation vers une allocation position par position) améliore l'exactitude des Actifs en conservation et a mené à une amélioration de la précision et à une réduction de 4 % sur la valeur totale rapportée.

VII. — Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la société The Bank of New York Mellon SA sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de The Bank of New York Mellon SA (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 29 mai 2018, conformément à la proposition de l'organe de gestion émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2020. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de The Bank of New York Mellon SA durant dix exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique. Ces comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2018, le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe. Le total du bilan s'élève à 25.870.497 (000) EUR et le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de 98.694 (000) EUR.

A notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2018, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Systèmes informatiques et contrôles automatisés à l'égard de l'information financière*Description*

Nous avons identifié les systèmes informatiques et les contrôles automatisés à l'égard de l'information financière comme point clé de l'audit de la Société car les systèmes concourant à la production de l'information comptable et financière dépendent fondamentalement des systèmes informatiques et des contrôles liés à ceux-ci pour traiter des volumes significatifs de transactions. Les processus comptables automatisés et l'environnement de contrôle des systèmes informatiques, qui comprennent la gouvernance informatique ainsi que les contrôles généraux sur ces systèmes tels que les contrôles relatifs aux développements et changements, aux accès aux programmes et aux données, et aux opérations informatiques, doivent être conçus et opérés de façon effective afin d'assurer la fiabilité de l'information financière. Les calculs et autres contrôles automatisés des applications (y compris les contrôles d'accès logique) ainsi que les interfaces entre les systèmes informatiques sont particulièrement importants.

Nos procédures d'audit

Assistés de nos spécialistes IT, nous avons effectué les procédures suivantes :

- Evaluation du cadre de gouvernance de la Société en matière de gestion des systèmes informatiques.
- Evaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles généraux sur les systèmes informatiques tels que les contrôles relatifs aux développements et changements, aux accès aux programmes et aux données, et aux opérations informatiques.
- Evaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés des processus clés ayant un impact sur l'information financière produite par la Société, en prenant en considération les contrôles compensatoires qui ne sont pas impactés par des contrôles généraux et les procédures substantives additionnelles considérées comme nécessaires.
- Evaluation de l'intégrité des données transmises au travers des différents systèmes informatiques vers les systèmes concourant à la production de l'information financière.

Evaluation du goodwill

Nous référons à la rubrique « Frais d'établissement et immobilisations incorporelles » à l'actif du bilan ainsi qu'à l'annexe n° 5.7.2 « Etat des frais d'établissement et des immobilisations incorporelles » des comptes annuels.

Description

Au 31 décembre 2017, l'actif de la Société incluait un goodwill s'élevant à 275.075 (000) EUR. Dans le courant de 2018 une réduction de valeur a été comptabilisée sur l'entièreté du goodwill.

Les immobilisations incorporelles (goodwill) font l'objet d'amortissements complémentaires ou exceptionnels lorsque, en raison de leur altération ou de modifications des circonstances économiques ou technologiques, leur valeur comptable dépasse leur valeur d'utilisation par l'établissement. Les préposés de la Société ont évalué si la valeur comptable dépasse la valeur d'utilisation du goodwill à la date de clôture. Cet exercice inclut un niveau important de subjectivité et de complexité, particulièrement lors de la détermination des hypothèses clés et lors de la préparation du plan financier, qui sont des éléments sensibles pour les estimations de flux de trésorerie ainsi que pour la valeur terminale utilisés dans le cadre du calcul de la valeur d'utilisation.

Nous avons déterminé que l'évaluation du goodwill était un point clé de l'audit en raison du niveau de jugement requis par les préposés de la Société lors de son évaluation de la perte de valeur ainsi que de l'importance de la perte de valeur résultant du plan financier révisé sur le bénéfice net de l'exercice.

Nos procédures d'audit

Assistés de nos spécialistes en évaluation, nous avons effectué les procédures suivantes :

- Nous avons évalué la procédure d'élaboration du plan financier par l'organe de gestion ;
- Nous avons vérifié que le plan financier avait été approuvé par l'organe de gestion. Nous avons également analysé la nature des éventuelles corrections apportées au précédent plan financier et plus particulièrement, celles liées aux estimations de flux de trésorerie ;
- Nous avons évalué la capacité historique des préposés de la Société à prévoir les flux de trésorerie et remis en question le caractère raisonnable des prévisions actuelles en comparant les hypothèses clés (en particulier le taux d'actualisation, le taux de croissance attendu et le taux d'inflation) aux données historiques, aux prévisions du secteur ainsi qu'à des données de planification internes. Nous avons également corroboré les hypothèses clés basées sur des données de marché avec des données externes ;
- Nous avons évalué les hypothèses utilisées dans le calcul de la valeur terminale (en particulier le taux de croissance à long terme) ;
- Nous avons effectué des analyses de sensibilité, principalement axées sur le taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme ;
- Nous avons testé l'exactitude mathématique du modèle de flux de trésorerie ;
- Nous avons remis en question l'évaluation des préposés de la Société selon laquelle l'excédent de capital pilier 2 peut être considéré comme excédent de trésorerie pouvant être distribué aux actionnaires immédiatement, et que la dette subordonnée peut être considérée comme capital perpétuel de niveau 2 ;
- Nous avons évalué si les éventuels événements subséquents à la date de clôture pouvaient avoir un impact sur le test de dépréciation.

Actifs détenus par le dépositaire

Nous référons à l'annexe n° 2.3 « Postes hors bilan » des comptes annuels, à laquelle est mentionné le montant d'actifs détenus par le dépositaire.

Description

Nous avons identifié que les actifs en dépôts était un point clé de l'audit pour la Société parce qu'en raison de ses opérations (principalement l'administration d'actifs), l'information sur les actifs détenus par le dépositaire est considérée comme importante. C'est également un indicateur clé qui donne une indication sur la taille des activités de la Société. De plus, en raison du régime belge applicable à la protection des actifs des clients ('Client Asset Protection' ou 'CAP') (cf. circulaire PPB-2007-7-CPB émise par le régulateur le 10 avril 2007), l'accent est mis sur le respect des exigences imposées par les parties prenantes de la Société, y compris l'exhaustivité et l'exactitude des actifs en dépôts rapportés.

Nos procédures d'audit

Assistés de nos spécialistes en droit et en informatique, nous avons effectué les procédures suivantes :

- Nous avons évalué l'implémentation et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles manuels et automatisés relatifs au processus de rapportage des actifs détenus par le dépositaire, en ce compris les contrôles devant assurer la qualité des données sources, l'exhaustivité des actifs détenus par le dépositaire ainsi que leur évaluation.
- Nous avons sélectionné un échantillon de contrats et avons corroboré les conclusions des préposés de la Société à propos du respect des exigences liées à la protection des actifs détenus par le dépositaire et au rapportage.
- Nous avons sélectionné un échantillon de contrats et avons testé l'allocation des contrats aux entités juridiques du groupe dont la Société fait partie (The Bank of New York Mellon Corp.) en comparant les données du système opérationnel avec les confirmations reçues des entités en question.
- Nous avons évalué le processus de réconciliation entre les actifs détenus par le dépositaire extraits des systèmes opérationnels de la Société et les actifs détenus par le dépositaire tels que repris dans l'annexe "Postes hors bilan" des comptes annuels et avons évalué la pertinence des éventuels éléments non repris dans l'annexe.

Responsabilités de l'organe de gestion relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe de gestion d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (révisée en 2018) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 100 § 1^{er}, 672 du Code des sociétés, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 134 du Code des sociétés ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes annuels.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.
- Nous faisons référence au rapport de gestion sur les comptes annuels qui énonce le point de vue de l'organe de gestion selon lequel la Société est exemptée de l'obligation de préparer et de publier l'information non-financière tel que requise par l'article 96, §4 du Code des sociétés étant donné que la Société est une filiale du groupe The Bank of New York Mellon Corp, qui prépare un rapport annuel consolidé qui inclut l'information non-financière. L'organe de gestion indique néanmoins que le contenu du rapport annuel consolidé n'inclut pas toutes les informations requises par l'article 96, §4 du Code des sociétés.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Zaventem, le 28 mai 2019
KPMG Réviseurs d'Entreprises
Commissaire représentée par
Kenneth Vermeire
Réviseur d'Entreprises

VIII. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion sur les comptes sociaux est tenu à la disposition du public à l'adresse de l'établissement en France : 7, rue Scribe, 75009 Paris.